



Il s'avère moins que jamais possible de traiter les problématiques écologique et sociale indépendamment l'une de l'autre. C'est vrai sur le plan politique et revendicatif : on ne peut se contenter sans risquer d'explosives contradictions d'avancer deux ensembles parallèles de mesures, l'un pour répondre aux besoins sociaux (" sauver les humains ") et l'autre pour répondre aux contraintes écologiques (" sauver la planète ") ; l'objectif est aujourd'hui de combiner ces deux exigences solidaires en un même programme d'action, effectivement cohérent. C'est aussi vrai sur le plan théorique : l'écologie ne saurait être réduite à un " chapitre rajouté ", à une " pièce rapportée " sur un programme fondamental de transformation sociale par ailleurs inchangé ; elle participe à ces questionnements contemporains qui imposent une revue générale des conceptions socialistes et marxistes.

A - QUELQUES PREMIERS CONSIDÉRANTS.

Les enjeux écologiques se posent aujourd'hui dans des termes différents du passé, même relativement récent. Il importe d'en prendre pleinement la mesure.

1. Une crise à dynamique globale. Le développement économique a provoqué dans le passé de nombreuses crises écologiques localisées ; mais nous vivons aujourd'hui les prémises d'une crise écologique d'origine humaine à dynamique globale. Des systèmes de production non capitaliste (par exemple, en URSS) ont eu des conséquences écologiques désastreuses ; mais la crise contemporaine est attisée par la logique la plus intime du capitalisme (débochant sur la " production pour la production "). Dans ce cadre, et dans une large mesure, se sont les développements économiques postérieurs à la Seconde Guerre mondiale qui ont fini par donner aux crises écologiques morcelées une dynamique globale nouvelle (expansion et densification du marché mondial avec la pétrochimie et l'agro-industrie, l'explosion des transports, etc.). La mondialisation libérale en cours tend à aggraver encore les choses.

Le coût humain de la crise écologique est déjà très élevé. Mais à terme, se sont les conditions même d'existence de l'espèce humaine sur terre qui vont être qualitativement fragilisées si un

changement radical de dynamique productive n'est pas opéré.

2. Une portée universelle, des conséquences sociales présentes. Les effets sociaux de la crise écologique se font d'ores et déjà sentir, et ce dans tous les pays. Les générations futures ou les populations du tiers monde ne sont plus seules concernées. En France, notamment, ses effets sont perceptibles tant dans le domaine de la santé publique — de plus en plus gravement affectée par la pollution des terres, des eaux, de l'air et des aliments — que dans celui des exclusions : par exemple, un nombre croissant de famille ne peut plus payer l'accès à l'eau courante vu l'explosion des prix due aux pollutions comme à la politique de privatisation dans ce secteur.

Par mille biais, la crise écologique contribue à accroître les inégalités Nord-Sud, mais aussi entre riches et pauvres au sein de chaque pays. Il est donc nécessaire de s'y attaquer tant pour préserver l'avenir que pour résoudre les problèmes du présent. L'entrelacs des crises écologique et sociale est tel qu'il est devenu vain de vouloir définir entre elles une hiérarchie de priorité. Elles doivent être traitées conjointement.

3. Un combat au cœur de la société. L'écologie analyse les rapports entre les sociétés humaines et leur environnement, la nature, la biosphère. Elle introduit ainsi une problématique très enrichissante pour rapport des courants de pensée socialistes qui ont largement ignoré cette dimension, pourtant essentielle. Mais, l'origine de la crise écologique contemporaine étant dans le " productivisme ", dans le mode conjoint de production et de consommation, les réponses à cette crise exigent une modification du fonctionnement des sociétés humaines. Le combat écologique rejoint ainsi le combat de transformation sociale. Il ne relève pas d'une sphère séparée, qui se verrait protégée des polarités sociales et des rapports de pouvoirs.

Non seulement la critique écologique touche à la logique intime du capitalisme, mais elle met très directement en cause certains des principaux piliers du système dominant (agro-industrie, pétroliers, nucléaire, transports et automobile, géants des métiers de l'environnement, chimie, BTP, etc.). On est vraiment loin des marges ! Ainsi mené au cœur de la société, le combat écologique n'échappe pas aux tensions, pressions et manipulations sociales. Pour être efficace, il doit créer des rapports de forces favorables. Pour contribuer positivement à la transformation du fonctionnement de nos sociétés, il doit s'intégrer à un combat démocratique collectif plus ample. Sous peine de perdre toute vitalité ou, pire encore, d'être instrumentalisé par les puissances dominantes, d'être retourné contre les populations et couches sociales dominées.

4. Une question clef : la convergence des terrains de lutte. L'affirmation des solidarités a toujours représenté une dimension essentielle du combat progressiste ; mais elle prend une signification particulière à l'heure de la mondialisation libérale. D'une part, un complexe unique d'institutions internationales et de pôles de pouvoirs déploie sur tous les continents et dans tous les domaines des politiques ultra libérales clairement identifiables, ce qui rend plus directement perceptibles les communautés d'intérêts de celles et ceux d'en bas. D'autre part, dans de très nombreux pays, les anciens modes de domination sont grippés, minés : la capacité de l'Etat à nouer des compromis sociaux globaux est aujourd'hui restreinte, contrainte alors que les espaces dans lesquels la citoyenneté opérait sont désarticulés, perdent leur pertinence.

L'émergence d'un nouveau mode de domination reste inachevé et peut-être inachevable tant, par exemple, le néolibéralisme actuel ne répond pas à la question essentielle de sa légitimation politique. Dans ces conditions, la stabilité du système tient, d'une façon beaucoup plus immédiate que dans la période passée, à la fragmentation des résistances ; les solidarités anciennes doivent ainsi être détruites et les solidarités nouvelles étouffées dans l'œuf.

C'est dans une large mesure sur les terrains des solidarités que les combats sociaux et démocratiques vont être gagnés ou perdus. La rencontre de l'écologique et du social participe pleinement à cet enjeu présent : nourrir les nouvelles solidarités " transversales ", exprimer la convergence de terrains de luttes, donner un contenu renouvelé aux solidarités et communautés de combat internationales.

5. Verts et Rouges : questionnements croisés. Une question de fond est posée aux tenants de la transformation sociale : sont-ils capables d'intégrer effectivement la problématique écologique, et à tous les niveaux de leur réflexion, de leur action ? Malgré le retard accumulé, un certain progrès est manifeste en ce domaine ; mais beaucoup reste à faire et les obstacles sont multiples. Corrélativement, les tenants de la référence écologique (ou du moins d'une référence écologique qui se veut non socialiste) sont-ils capables de penser la transformation sociale comme d'en tirer les conséquences politiques et revendicatives ? Là encore, par delà les déclarations d'intention, la réponse n'est pas évidente.

Parce qu'elle introduit un domaine de connaissance et d'action qui était resté pour le moins marginal dans la théorie socialiste (les rapports sociétés/nature), l'écologie politique questionne le " Rouge " et la pensée marxiste. Mais, parce qu'elle est intrinsèquement liée au fonctionnement de nos sociétés, l'écologie politique questionne aussi le " Vert ", en particulier s'il rejette la référence marxiste : avec quels outils conceptuels et en rapport avec quel projet politique pense-t-il la nécessaire transformation sociale ?

B - COMMUNAUTE DE COMBAT

Dans une large mesure, crise écologique et crise sociale sont alimentées par des mécanismes identiques. Intérêts des grands lobbies économiques, dictature toujours plus exclusive des " marchés ", ordre mondial incarné par l'OMC, le FMI, la BM et le G7, etc., contribuent à l'épuisement conjoint des humains et de la nature. Des facteurs communs étant à l'œuvre dans les crises écologique et sociale contemporaines, des remèdes communs peuvent et doivent être avancés : il faut briser l'étau du " libéralisme économique " pour placer au centre des choix besoins humains et contraintes écologiques. D'où cette communauté de combat que l'on retrouve entre l'écologique et le social, ces terrains immédiats de convergences. Mais, même quand on s'attache au plus simple, à ces terrains de convergence-là, des questionnements nouveaux surgissent qui annoncent la nécessité de plus amples réévaluations. Prenons ici cinq exemples :

1. La défense des services publics. L'exemple des transports illustre combien une logique de service public est nécessaire pour répondre de façon cohérente aux impératifs sociaux et écologiques. La logique libérale exige la réduction du réseau ferroviaire aux modes et aux lignes " rentables ", favorisant pour le reste l'accroissement du " tout routier ". Elle alimente aussi une concurrence sauvage entre modes de transports (rail/route mais aussi rail/aérien) qui aboutit à des choix socio-écologiquement irrationnels. La trop grande prééminence du camion dans le transport de marchandises est permis par la trop grande expansion du réseau autoroutier et répond à l'exigence de production en flux tendu, " juste à temps ". La production en flux tendu exerce par ailleurs une pression considérable sur l'organisation du temps de travail, pour son annualisation notamment. La concurrence du transport aérien a justifié la priorité absolue accordée au TGV par la SNCF, dont les coûts environnementaux (construction de nouvelles voies en site propre) et sociaux (ponction sur les budgets et endettement au dépend du réseau capillaire) sont considérables. Le tout tire les salaires, conditions de travail et normes de sécurité vers le bas, au nom de la rentabilité compétitive...

Les exigences sociales (transports publics bon marché, réseau complet irriguant le territoire, normes de salaires et de travail acceptables) comme écologiques (réduction des modes de transports les plus polluants, physiquement les plus destructeurs et énergétiquement les plus coûteux) nécessitent le développement des transport en commun dans une logique de service public. Il en va de même en bien d'autres domaines.

Mais ce constat ne clôt pas le débat sur l'organisation contemporaine d'un service public. En

effet, les monopoles d'Etat sont susceptibles d'élaborer leur politique en fonction d'objectifs non-démocratiques (dans l'énergie, par exemple, liens entre pétroliers et intervention impérialiste en Afrique, ou liens entre nucléaires civil et militaire), selon des modes de gestion et des modèles productifs étroitement capitalistes, en fonction de normes de rentabilité calquées sur celles des monopoles privés. Un monopole d'Etat ne suffit donc pas à garantir la mise en œuvre d'une politique de service public et son caractère démocratique. Cependant, en tout état de cause, un service public exige une politique publique dont le moteur n'est pas la recherche du profit maximum.

2. La lutte contre les pollutions. On prend de plus en plus conscience du coût humain (atteintes à la santé, hausse des prix, etc.) et naturel (atteintes à la biodiversité) des pollutions, ainsi que du rôle que jouent nombre d'intérêts économiques établis dans leur aggravation. Prépondérance de l'automobile, pollution atmosphérique et problèmes croissants de santé dans les centres urbains. Prépondérance de l'agro-industrie et pollution brutale des eaux en Bretagne, ou pollution difficilement réversible des nappes phréatiques en Ile-de-France. Prépondérance du lobby nucléaire et accumulation pour de très longues durées des déchets radioactifs en France. Prépondérance de grands intérêts privés et augmentation socialement insupportable du coût de l'eau potable au Nord — et absence massive d'accès à l'eau potable au Sud... Dans chacun de ces domaines, combat écologique et combat social exigent d'opposer une logique alternative à celle de groupes économiques dominants.

La gravité des problèmes de pollution contribue à faire évoluer les consciences. Il devient plus difficile de présenter les enjeux dits écologiques comme des questions marginales, étrangères aux questions sociales, comme des préoccupations élitaires, un luxe pour petit-bourgeois. La crise de la vache folle représente probablement ici un point d'inflexion majeur, analogue à Tchernobyl pour le nucléaire : elle a mis en pleine lumière l'acuité du danger intrinsèquement contenu dans le mode de production incarné par l'agro-industrie. Le combat contre les pollutions met ainsi en cause un modèle productif d'ensemble, il a des implications profondes pour la politique d'aménagement du territoire et soulève bien des questions sur les rapports entre recherche scientifique et pouvoirs établis (institutionnels, politiques et économiques). Il ouvre ainsi un champ de réflexion fondamental.

3. En défense de l'emploi. Une politique de protection de l'environnement est porteuse d'emplois dans de nombreux secteurs. Il y a plus. Des logiques économiques dominantes, qui surexploitent la nature, créent aussi le chômage. C'est clairement le cas avec l'agro-industrie qui désertifie les campagnes du double point de vue des espaces (réduction drastique de la variété des paysages et de la biodiversité) et humain (réduction drastique de l'emploi et exode rural). C'est aussi le cas dans l'industrie automobile qui licencie massivement tout en augmentant sa capacité de production et qui impose sa dictature sur les modes de transports, d'aménagement du territoire ou de développement urbain. Des logiques socio-économiques

alternatives permettent de définir un mode de production à la fois moins prédateur vis-à-vis de la nature ou du mode de vie, et plus riche en emplois.

Une alternative écologique au modèle dominant permet souvent de mieux répartir (et donc d'augmenter) l'emploi en assurant une décentralisation de la production. C'est évident dans le domaine énergétique, le nucléaire exigeant une concentration extrême, mais c'est aussi vrai d'autres secteurs, comme dans les transports. La prise en compte des multiples facettes de la question écologique élargit l'éventail des " métiers ". L'écologie s'inscrit alors dans une démarche conjointe de réduction du chômage et de redéploiement des activités sur le territoire.

4. Abolir le système de la dette. Le " développement par l'endettement ", impulsé à l'origine par les puissances financières du Nord, a débouché sur un système de contrôle de la politique économique des pays débiteurs (surtout du Sud) et le renforcement des pouvoirs du FMI et de la BM (y compris au Nord). Le diktat du service de la dette et les canons ultralibéraux de l'OMC ont des conséquences dramatiques pour les sociétés humaines (destructions des protections sociales, des cultures vivrières...), ainsi que sur la nature (destruction des ressources naturelles pour l'exportation...). Les mécanismes fondamentaux de ce système de domination doivent donc être combattus tant du point de vue social qu'écologique.

Les règles commerciales instaurées par le GATT, puis l'OMC, renforcent la domination des grandes multinationales du Nord. En imposant l'ouverture des marchés locaux à leurs produits, elles accentuent les dépendances (y compris alimentaires), minent les équilibres sociaux et accroissent irrationnellement les échanges internationaux, nourrissant ainsi la crise énergétique et écologique. Le projet d'AMI négocié au sein de l'OCDE illustre à son tour jusqu'où vont ces logiques destructrices et anti-démocratiques. Quant aux fameux " marchés financiers ", ils s'avèrent incapables de solidarité intragénérationnelle (la Bourse de New York baisse quand les chiffres du chômage sont " trop " bons !) — ils s'avèrent a fortiori incapables de cette solidarité intergénérationnelle dont l'écologie a mis en lumière l'importance.

5. Long terme et démocratie. La question écologique exige la prise en compte de contraintes à très long terme, les rythmes naturels appartenant à des temps bien différents de celui, nécessairement court, du marché. De nombreux besoins sociaux (éducation, santé, etc.) réclament aussi, pour être correctement traités, un temps plus long que celui du " marché roi " — c'est d'ailleurs l'une des principales raisons d'être du service public au sens vrai. Contraintes écologiques et besoins humains exigent conjointement de nos politiques alternatives qu'elles intègrent ces temps longs et très longs qui relèvent de la solidarité intergénérationnelle. L'écologie, après la défense des besoins sociaux, donne une légitimité nouvelle à la notion de planification, car qu'est-ce que prendre en compte le long terme si ce

n'est planifier ? Mais l'écologie a aussi contribué à la critique au fond des expériences bureaucratiques conduites à l'Est.

L'écologie politique enrichit la réflexion sur la démocratie et, notamment, les rapports entre solidarités et responsabilités, entre présent et avenir, entre divers niveaux d'espaces territoriaux — local, régional, national, international. Elle revalorise le politique dans la définition des choix productifs et nous force à renouveler la conception de la planification pour d'autres raisons encore, puisque cette dernière doit dorénavant intégrer un vaste éventail de préoccupations et d'objectifs environnementaux (mesure des flux d'énergie, des ponctions sur ressources et des rejets dans la nature ; préservation de la biodiversité et donc de la diversité des écosystèmes ; correction de dangereuses évolutions induites dans les équilibres de la biosphère, etc.).

C - QUELQUES AUTRES QUESTIONS NOUVELLES

Il est donc possible de répondre d'un même mouvement à des besoins sociaux et à des exigences environnementales. Néanmoins, la crise écologique nous pose des problèmes radicalement nouveaux, ou donne une dimension radicalement nouvelle à des problèmes anciens. La perception des " limites " de la planète, des dégradations et du risque écologiques, des conséquences humaines dramatiques que ces dégradations ont d'ores et déjà, nous force à repenser les rapports sociétés-nature, à prendre en compte des contraintes longtemps ignorées. Comment intégrer ces questions nouvelles à nos politiques alternatives ? Indiquons ici cinq pistes, pour commencer :

1. Coopération. Cette intégration n'ira pas toujours de soi. Elle exige la mise en œuvre combinée de réformes écologiques et socio-économiques, donc une coopération constante entre militants " sociaux " et " écologistes " (étant entendu que la même personne ou le même mouvement peut être simultanément social et écologiste...). Les " syndicalistes " doivent travailler avec les " écologistes " pour prendre en compte l'impact sur l'environnement des plans alternatifs qu'ils élaborent (par exemple, dans le domaine de l'énergie). Réciproquement, les " écologistes " doivent travailler avec les " acteurs sociaux " pour prendre en compte l'impact humain de leurs propositions (de la question des " taxes " à la défense d'un site naturel).

Ce type de coopération et d'échange fait partie du renouvellement des pratiques politiques.

2. Réduction des inégalités sociales. Vu l'importance des intérêts en cause, le combat écologique n'a d'avenir que s'il est un combat démocratique, que s'il acquiert la puissance d'un mouvement véritablement " de masse ". Or, il ne pourra jamais le devenir si les " réformes écologiques " ont pour conséquences d'accroître les inégalités sociales. Ces réformes (fiscales, réglementaires, etc.), quand elles sont nécessaires, doivent donc être conçues de façon à réduire et non à accroître les inégalités sociales, afin d'être intégrées à un combat démocratique multiforme. Ceci est essentiel sur le plan national comme international. Le combat écologique doit renforcer la solidarité Nord-Sud et non contribuer à faire payer au Sud le prix du développement au Nord.

La rencontre entre l'écologique et le social n'est pas seulement une affaire de coopération politique pratique. Elle exige de part et d'autre un gros effort de renouvellement théorique.

3. Réduction du temps de travail, développement du temps libre. Comment réduire la ponction opérée sur les ressources naturelles sans réduire pour autant les libertés (la liberté individuelle de déplacement, par exemple) ? Il ne sera pas toujours facile de trancher cette question, mais un élément de réponse se trouve dans la réduction substantielle du temps de travail — c'est-à-dire dans l'augmentation du temps libre. Bien des choses peuvent être faites de façon socialement et écologiquement moins coûteuse en leur consacrant simplement plus de temps...

Au fond, l'exigence écologiste rencontre ici la problématique du temps libre (contribuant notamment à repenser la notion de progrès humain) et le combat pour multiplier les postes d'emploi grâce à la réduction du temps de travail. Le lien se noue entre les combats " défensifs " d'aujourd'hui, contre le chômage, et un projet de société positif, alternatif.

4. Révolution conceptuelle. Il nous faut continuer à repenser les rapports entre les notions de " progrès ", " croissance ", " bien être ", " marchandises ", etc. Le " modèle occidental " de développement est ingénéralisable à l'ensemble de la planète et ses impasses montrent à quel point il faut rompre avec la conception " productiviste " du progrès — ce qui conforte la critique des " critères de la croissance " utilisés dans le calcul du PIB, par exemple. La question écologique contribue à renouveler les discussion sur bien des domaines (urbanisme, choix technologiques, positionnement des scientifiques, etc.) qui avaient été délaissés après les années soixante-dix.

Nombre d'idées reçues se voient en effet remises en cause. Plus que de simples retouches, il

s'agit d'une véritable révolution conceptuelle, y compris pour les courants se réclamant du socialisme. La critique du capitalisme s'enrichit au fond et l'appréhension de la transition se modifie, quand on combine contraintes écologiques et besoins humains.

5. Révolution culturelle. Il s'agit aussi d'une révolution culturelle, tant modèles, perceptions et valeurs doivent se modifier, en particulier ces " valeurs " héritées des années du boom économique, si typiques de la dite " société [fort marchande] de consommation ".

Bien des analogies sont ici possibles entre la portée de la " question écologique " et celle de la " question féministe ". Toutes deux en effet contribuent à la fois à la critique des comportements individuels et collectifs, tissent un lien entre la transformation des valeurs ou modèles culturels dans le cours des luttes présentes et le projet alternatif de société.

Ces révolutions conceptuelles et culturelles ne font que commencer. Elles prendront leur temps...

D - PARADIGME VERT, MARXISME ET MARXISMES.□

On évoque souvent le rendez-vous originel manqué entre marxisme et écologie, du temps de Marx et Engels ; puis social-démocratie et stalinisme ont imposé leurs conceptions mécanistes, positivistes. On pourrait aussi évoquer le rendez-vous manqué entre écologie politique et socialisme dont les prémisses existaient dans les années 1970 ; puis est venue la " crise des idéologies ", à commencer par la crise ouverte de la référence marxiste et socialiste. Des passerelles ont certes été régulièrement jetées entre pensées sociale et écologique, des courants de l'écologie populaire sont porteurs d'un projet de société explicitement anticapitaliste et l'apport marxiste à la critique écologique du capitalisme n'est pas négligeable. Pourtant, ce n'est qu'à la fin des années 1990 — cent cinquante ans après la rédaction du Manifeste — que la question d'une véritable intégration des problématiques sociale et écologique se pose à nouveau, consciemment et globalement.

1. Actualité et difficultés d'une rencontre L'actualité nouvelle de la rencontre entre problématiques écologique et sociale s'explique évidemment par l'aggravation conjointe des crises sociale et écologique et leur étroite interférence ; par l'évolution corollaire des consciences aussi. Pour autant, la fusion de ces deux problématiques n'est pas chose aisée.

Leurs développements séparés, parallèles, ont créé des incompréhensions, des routines organisationnelles, des mécanismes de pensée, des traditions d'action qui constituent aujourd'hui de nombreux obstacles à leur rencontre. Plus profondément encore, l'absence de réflexion critique construite sur l'écologie chez les marxistes et sur le conflit social dans la plupart des courants de l'écologie politique les ont rendu particulièrement perméables en ces domaines à l'idéologie dominante.

Malgré le travail pionnier de certains (y compris dans les années 1950-1960) et l'apport de courants plus ou moins tiers-mondistes dans les années 1960-1970 (l'époque du *small is beautiful*), la majorité des organisations se réclamant du marxisme et du socialisme se sont révélées très perméables à l'idéologie dominante dans des domaines qui vont de la notion de progrès aux modèles de développement, des technologies aux modèles de consommation. En France, pour des raisons historiques propres, l'adaptation de la majorité du mouvement ouvrier à l'idéologie de l'électronucléaire est par exemple particulièrement frappante.

Malgré l'engagement socialiste radical de certains, la richesse de nombreux questionnements et la place centrale qu'occupe dans sa problématique la critique du productivisme, l'écologie politique ne s'est pas construite autour d'une théorie sociale critique, globale et originale, d'une compréhension propre des sociétés, de leurs structures et des mécanismes de leur transformation. Voilà qui contribue à expliquer l'extrême fragmentation des mouvements qui se réclament de cette référence, l'ambiguïté d'un courant comme l'écologie profonde, la facilité avec laquelle l'écologie "réaliste" peut-être cooptée par le système dominant, le poids dans ce milieu d'un "angélisme" à bien courte vue et la difficulté qu'il éprouve, à de notables exceptions près, à penser le conflit social.

2. Quelle théorie de la transformation sociale ? Il est (encore ?) de bon ton, chez les Verts, d'affirmer que le socialisme est la pensée du XIXe siècle et l'écologie celle du XXIe siècle, que le paradigme vert remplace le paradigme rouge, que la critique marxiste du capitalisme a eu sa pertinence mais l'a perdue du fait de l'évolution historique. Bref, que le marxisme est une affaire du passé. Pourtant, l'actualité du marxisme ne tient-elle pas à l'actualité du capitalisme ? Il est bien difficile, à l'heure de la mondialisation libérale, de penser et d'agir comme si le capitalisme n'était plus un système dominant, dominateur et prédateur.

L'écologie politique ne peut esquiver des questions clefs comme celle des relations entre rapports de pouvoir et polarités sociales. Elle ne peut ignorer sans dommages l'importance nodale d'un concept comme celui de mode de production, de la notion systémique de capitalisme. Chaque courant se réclamant de l'écologie politique se doit ainsi de préciser quelle est sa théorie de la transformation sociale, puisqu'il s'agit bien de cela : rompre la spirale

suicidaire du " productivisme " en transformant radicalement le fonctionnement de nos sociétés. Si l'apport en ce domaine du marxisme est rejeté, de quoi s'agit-il ? Rares sont les théoriciens d'une écologie non socialiste qui ont voulu répondre à cette question.

3. Une exigence de radicalité. La critique écologique s'avère bien difficile à digérer par les courants socialistes réformistes, gestionnaires, qu'ils se réclament encore ou plus du marxisme. Mais, au fond, il en va de même pour la critique sociale. Le premier obstacle est, ici, de nature politique : le refus de remettre en cause le système dominant, sa logique d'airain. La prise en compte effective des contraintes écologiques ne s'oppose-t-elle pas, comme celle des besoins sociaux, à la logique incarnée par les traités de Maastricht-Amsterdam, par l'OMC ou le FMI ?

Il existe certes une écologie politique social-démocrate, qui occupe... allègrement... en France la place de l'écologie gorienne aux Etats-Unis. Mais elle s'avère allergique à la radicalité objective du questionnement écologique.

4. Une problématique anti-mécaniste, anti-linéaire. Même de facture radicale, révolutionnaire, des marxismes peuvent s'avérer intrinsèquement incapable d'intégrer la problématique écologique, pour peu qu'ils restent prisonniers de conceptions " réductionnistes de classe " ou économistes. Comme le féminisme, l'écologie politique met en lumière le caractère dynamique, nodal, essentiel, de contradictions qui ne peuvent être réduites aux seuls rapports de classes ; et rompt le carcan des conceptions économistes. Pour intégrer la problématique écologique, le marxisme doit être ouvert à toutes les " contradictions motrices " : ces contradictions majeures qui font que les sociétés se transforment. Des contradictions qui interfèrent les unes avec les autres, tant il est vrai que le capitalisme joue de toutes les facettes de l'exploitation et des oppressions pour asseoir sa domination, et qui doivent ainsi être traitées de façon solidaire ; mais des contradictions qui ont chacune leur histoire, leur dynamique et leur authenticité propres, qui ne sont jamais réductible l'une à l'autre.

Plus encore que le féminisme, l'écologie porte un coup fatal à toutes les conceptions linéaires de l'histoire et du progrès. Les modifications de l'environnement sont en effet rarement intégralement réversibles, et s'avèrent parfois irréversibles. Elles modifient ainsi peu ou prou les conditions de luttes, influant ultimement sur les choix et les possibles.

Pour intégrer la problématique écologique, le marxisme doit faire sienne une conception de l'histoire " ouverte ", aux antipodes des traditions " linéaires ".

5. Un processus inachevé. Point de vue de la radicalité et de " l'histoire ouverte ", appréhension des " contradictions motrices " dans leurs entrelacs comme dans leurs irréductibilités... Tous les marxismes ne sont pas susceptibles de fondre dans une même perspective transformatrice les problématiques sociale et écologique. Et même ceux qui s'avèrent les plus aptes, les mieux préparés, ne sauraient achever rapidement une telle tâche. Il reste beaucoup à faire pour éclairer les implications contemporaines des indispensables ruptures anti-mécanistes et anti-linéaires, même quand ces ruptures ont des racines anciennes qui plongent dans des débats passés (sur la succession des modes de production, par exemple) et jusque dans l'œuvre même de Marx et Engels.

En particulier, un tel retard sur la question des rapports sociétés/nature a été accumulé par la pensée socialiste, même la plus dynamique, qu'il lui faudra du temps pour le combler. Surtout si l'on entend ici une pensée collective, portée par des mouvements et des organisations, c'est-à-dire capable d'action.

Sous de nombreux aspects, questions écologique et sociale s'interpellent aujourd'hui; et ce dialogue s'avère particulièrement essentiel pour l'avenir du marxisme et de la transformation sociale.